

Synthèse Atelier n°	Questions	Texte	Catégorie	Commentaires / points particuliers
1	Quelles sont vos attentes vis-à-vis de la loi C et R en matière de montée en compétences des agents ?	Savoir qui fait quoi entre les acteurs (Etat (centrale, SD), CL,opérateurs) sur les différentes thématiques	Attentes	
1		Quels outils pour mieux articuler des enjeux contradictoires entre production et préservation de l'environnement (ex ENR)		
1		Besoin d'acculturation aux enjeux de la loi CLIRE		
1		Besoin d'une doctrine nationale explicitée dans le plan de professionnalisation sur le ZAN		Sujet du ZAN revient à plusieurs endroits
7		approche thématique et opérationnelle: - aménagement commercial - trait de côte - artificialisation - accompagnement des collectivités processus en cascade		
7		formations avec déclinaisons concrètes et opérationnelles pour les services		
7		Decloisonner les approches		
7		approche systémique et prise en compte de la complexité		Définir "approche systémique" et "complexité"
8	Quelles sont vos attentes en matière de montée en compétences pour communiquer, valoriser et vulgariser la loi C et R?	Organiser des moments d'échanges entre directions générales (ex : DHUP) et DREAL sur la philosophie de la loi et ses décrets d'applications	Attentes	
8		Documents de communication : "qui fait quoi", quels domaines impactés ?		
8		Formations sur les objectifs de la loi		
8		Point de vigilance : Risques de contradiction dans l'application de la loi		Sujet du croisement des enjeux entre eux
1		Bien comprendre l'enjeu et la doctrine nationale (ZAN, températures) pour pouvoir l'expliquer et le décliner sur les territoires, enjeu d'articulation sur ces deux niveaux , donner du sens (fonds vert)		Sujet du ZAN revient à plusieurs endroits
1		allier formations grand public en mode webinaire avec un parcours numérique détaillé sur tous les sujets de la loi CLIRE		
1		Acculturer sur la loi CLIRE pour mieux communiquer et organiser des rencontres d'acteurs (techniciens élus, Etat, CR, opérateurs)... synergie		
2	Avez-vous identifié des besoins spécifiques sur les thèmes : consommer/produire et travailler/se déplacer/se loger/se nourrir/ renforcer la protection judiciaire/évaluer?	Un centre de ressources/boîte à outils pour les agents du pôle ministériel : nous positionner comme accompagnateurs des réformes	Besoins spécifiques	Centre de ressource / boîte à outil revient plusieurs fois
2		Sensibilisation générale sur la Loi LCR pour nos agents, ensuite professionnaliser par domaines d'intervention (bâtiment, photovoltaïque, agrivoltaïsme, éolien en mer, etc.) pour pouvoir accompagner les acteurs (entreprises, collectivités...)		
2		Communiquer en amont les attendus et outils pour l'évaluation des dispositifs prévus		Sujet de l'évaluation des politiques publiques
2		Anticiper sur les difficultés prévisibles pour nos services dans l'accompagnement des		
8		L'économie du ZAN : comment on rend le fait de ne pas consommer du foncier/renaturer/utiliser des friches plus "rentable" économiquement		Sujet du ZAN revient à plusieurs endroits
8		Valoriser les bons exemples pour entraîner les acteurs de terrain		
8		Dans la boîte à outil des services de l'État développer les l'utilisation des sciences comportementales pour faciliter les changements		Centre de ressource / boîte à outil revient plusieurs fois
3		Timing de la formation - Un besoin important d'anticiper les formations des services déconcentrés le plus tôt possible dès la promulgation de la loi		
3		Adapter les modalités pédagogiques, techniques d'animations et contenus aux objectifs de la formation et besoins des stagiaires		
2		Améliorer la lisibilité entre les différentes offres (1 canal de communication). Les rendre attractifs (intitulé de l'action de formation qui donne envie)		

6	D'après votre expérience, quelles sont les difficultés que rencontrent les stagiaires pour suivre un parcours de formation en général?	Besoin d'un portage managérial et donner du sens	Contraintes	
6		pas de disponibilité affichée, pb de priorité		
2		Proposer le format hybride (présentiel et distanciel) et participatif (ateliers), privilégier des formats courts pour tenir compte de la faible disponibilité		
6		Le cerveau fait l'autruche face au CC (Arte)		
6		Infobésité ne permet pas de hiérarchiser les priorités et de distinguer l'essentiel du		
2		Développer une communauté de travail pour échanger, s'aider. Possibilité de la décliner en thèmes (peser les enjeux en termes de transversalité/domaines métiers)		
2		Nécessaire portage par les directions pour que les agents se mobilisent		
3	Quels sont les autres freins que vous identifiez (culturels, structurels, calendriers...)?	Le distanciel : problème technique, fatigue du distanciel, interaction difficile(manque les échanges informels), le réseau	Contraintes	
3		Des formations déjà développées par le CNFPT, la fédé des SCoT,..... qui peuvent mettent en difficultés les SD		
4	Identifiez-vous des opportunités pour sensibiliser et former sur la loi climat et résilience dans l'actualité?	Actu : Impacts de la crise de l'énergie / élaboration de plans de sobriété	Contraintes	Crise mondiale liée à la guerre en Ukraine, provoquant une crise énergétique, qui sous-tend une crise alimentaire
4		Dispositifs existants : Mettre en œuvre des mesures de limitation de la consommation du foncier		
4		Actu : Agir pour lutter contre le changement climatique		
4		Actu : Crise alimentaire		
4		Dispositifs existants : Opportunités liées aux politiques publiques, partenariats, échéances réglementaires et application d'outils existants (SRADDET)		Opérer un changement d'habitudes, adapter les outils existants
4		Bonnes actions : Communiquer sur les bonnes pratiques et actions, à valoriser davantage		Difficultés à recenser de façon exhaustive et à tout valoriser
7		dispositifs de co-construction comme l'atelier des territoires ou l'atelier des solutions		
7		s'appuyer sur les événements nationaux (dispositifs com') : semaines et journées		
7		plans sobriété		
7		s'appuyer sur les écosystèmes locaux : réseaux métiers, thématiques		
7		les appels à projet comme mentor en interministériel		
4		Accompagnement au changement, prise de conscience, éducation/pédagogie		
4		Opportunité de réinterroger nos comportements, redéfinir les besoins, les habitudes de		
4		D'après vous pour un stagiaire, quelles modalités (en terme de durée, de rythme et de format) conviendraient pour s'engager		Plusieurs modules, en fonction des cibles et de leurs besoins
4	Du présentiel et du distanciel en fonction des cibles et des besoins		Bien identifier les cibles (agents du pôle ministériel, AC et SD)	
4	Beaucoup de questions liées à l'identification des besoins, la cible (yc collectivités), aux pré-requis, au contour de l'offre de formation (uniquement loi CliRe ?)		Quid des collectivités locales (convention avec le CNFPT) ?	
5	Donner du sens au parcours (portage politique)			
5	labellisation des formations pour avoir des ambassadeurs / référents			

5	dans un parcours C et R ?	valoriser les expériences et travailler en réseau		
5		Laisser du temps aux agents (se former, porter la loi, promouvoir la participation)		
5		Adapter les formations existantes		
5		Avoir une offre adaptée à un objectif (formation de masse, approfondissement, etc)		
4		Plusieurs formations courtes (1/2 j) plutôt que stages sur plusieurs jours, plus digeste pour l'apprenant et plus facile pour l'organisation		
6	Quelles sont d'après vous les publics prioritaires et secondaires pour ce(s) parcours de formation ?	Tous à des degrés différents : - acculturation/sensibilisation - formation	Cible	
6		Croiser les publics agents de l'Etat et de collectivités locales		
5		Priorité à faire au niveau central et métier (actions existantes et à construire, et axer par		
5		Actions transversales seraient secondaires		
5		Priorités à co-construire un discours et la réflexion entre la centrale et le terrain		
/		Ancrage local : concret, permet de se projeter et d'intégrer le discours. Donner des exemples inspirants et des retours d'expérience		
6		Managers, porteurs de projet, ceux en contact avec les acteurs du territoire et nos agents au sens le plus général		
6		Fresque du climat		
6		SENSIBILISER LES PREFETS: repérer des ambassadeurs préfets		
6		Ambassadeurs		
6	Quelle solution et /ou quel format seraient les plus adaptés pour la prise de conscience et l'engagement à agir ?	Au préalable, promouvoir jeux sérieux ADEME pour se rendre compte des nos actions individuelles et collectives	Propositions	
3		Nécessité de faire remonter les besoins du terrain dans un calendrier adapté et avec une programmation lisible		
6		Célébrer les réussites		
6		Engagement à agir : cela passe par une problématisation partagée Etat, Collectivité, Citoyen ... puis une mobilisation (techniques de développement locales)		
6		Prendre en compte les neurosciences et et les sciences sociales pour adapter nos formations, discours. ne pas dramatiser mais proposer des solutions concrètes		
6		Sensibilisation, explication, formation, susciter l'implication, l'engagement		
6		conférences décalées type Professeur Feuillage, utiliser des serious game		
7		des retours d'expérience partagés		
7		Visites de terrain sur ce qui fonctionne		
7		Ambassadeurs Loi C et R comme les ambassadeurs de l'accessibilité		
7		Formats courts au regard des plans de charge		
7		rendre l'agent acteur de sa montée en compétences		
7		boite à outils opérationnelle : centraliser les ressources, replay		
6		Développer l'écoute		
7		cadre d'intervention partagé par tous et la posture attendue des agents de l'Etat		
3		Développer l'hybridation des formations		
1	- Technique du bâton et de la carotte ? ou RETEX plus positifs coconstruction d'une troisième voie à trouver (zan) - se doter d'outils sur les sciences sociales et comportementales pour mobiliser, convaincre et agir - développer la prospective (zan et formes urbaines sobriété)			
6	Privilégier les temps de travail en animation/intelligence collective			

3		S'appuyer sur les expériences du territoire pour organiser des ateliers partagés (en fonction des objectifs) = mixité des publics lorsqu'adaptée pour croiser et appréhender les contraintes et stratégies des acteurs de l'aménagement durable ou autre thématique		
3		Nécessité d'avoir des FAQ et FAP		
4	Quelles innovations aimeriez-vous apporter au futur parcours dédié ?	Actions de formation en situation de travail (AFEST) + visites de site	Propositions	
4		Points de vigilance : innovation pour faciliter les échanges (plus aisé en présentiel qui répond mieux aux besoins d'échanges et d'ancrage territorial)		L'innovation doit servir le parcours, être une réponse aux besoins exprimés par les cibles
8		Création de clubs locaux Etat-Régions et collectivités pour partage des bonnes pratiques (comme les clubs PLUi)		
4		Des temps d'échanges et des interventions d'experts		
4		Montrer l'exemple dans l'organisation de la formation et les modalités de participation		
2		Faire des visites, rencontrer les acteurs pour connaître les projets portés par le territoire, ne pas être déconnectés de la mise en oeuvre		
8		Organiser des groupes de partagés multi acteurs autour de projets en application de la loi		
2		Innovation pédagogique ateliers en distanciel collaboratif (ex utilisation de klaxoon)		
2		Diversifier l'offre : diffusion des films courts (illustrer le changement pour rendre la LCR accessible), être concret/pratique		
5		Un réseau opérationnel		
8		Dan la boîte a outils des agents de l'Etat : Renforcer le volet pédagogique pour faire adhérer les acteurs aux objectifs de la loi		
5		Intégrer les sciences comportementales dans les formations (pour lever les blocages)		
5		Interroger les besoins du terrain, la connaissance sur ce qui existe et qui fait quoi		
2		Créer des communautés d'entraides locales opérationnelles et qui accueillent les nouveaux arrivants, y proposer des études de cas avec les points de vigilance pour anticiper sur les recours contentieux		
5		Décloisonner les formations selon le niveau d'intervention, coordination transversale entre l'Etat et les services territoriaux sous l'égide du préfet		
5		Former les préfets		